

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CURIA FRANCE

Zone Industrielle de Laville
47240 Bon-Encontre

Références : IC-JB/SM/UbD24-47/2025/226
Code AIOT : 0005202084

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement CURIA FRANCE implanté Zone Industrielle de Laville 47240 Bon-Encontre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 'Premiers Prélèvements Environnementaux'.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CURIA FRANCE
- Zone Industrielle de Laville 47240 Bon-Encontre
- Code AIOT : 0005202084
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La SAS CURIA France (ex-Euticals), a son siège social à Bon-encontre (47), ZI de Laville et un établissement à Tonneins.

L'établissement de BON ENCONTRE est une usine de chimie fine fabriquant des intermédiaires et des principes actifs divers pour l'industrie pharmaceutique et dont les quantités produites sont très variables.

Elle fabrique et commercialise une quarantaine de produits représentant une quantité (fabriquée) d'environ 900 tonnes par an (produits finis et intermédiaires) qui appartiennent principalement à 3 familles :

- dérivés de l'acide nicotinique,
- piperazines,
- autres dérivés organiques.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Plans d'urgence
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande d'action corrective	2 mois
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande d'action corrective	2 mois
7	Stratégie d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Demande d'action corrective	2 mois
8	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection, réalisée dans le cadre de l'action nationale 'Premiers Prélèvements Environnementaux', visait à s'assurer de la bonne prise en compte par l'exploitant des dispositions permettant de réaliser des prélèvements environnementaux en cas de situation accidentelle, et plus largement de vérifier la tenue à jour et la complétude des informations présentes dans le POI du site de Bon Rencontre.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant a amorcé la réflexion concernant sa stratégie pour mener les premiers prélèvements environnementaux. Néanmoins cette stratégie n'est pas aboutie et ne répond pas pleinement aux attentes de l'administration sur ce sujet. De la même manière, la visite a permis de mettre en lumière plusieurs points qui doivent être ajustés ou intégrés au POI afin que celui-ci soit un document efficace à la gestion des situations accidentelles sur le site de Bon Rencontre.

Ainsi, l'inspection demande à l'exploitant, dans un délai de 2 mois, de compléter sa stratégie et mettre à jour le POI du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : SSH : Code de l'environnement - R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » SSB : Arrêté du 26/05/2014 - Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »
Constats : Le POI du site à disposition de l'inspection date de Février 2023 (révision 13).

En séance, l'exploitant indique qu'il travaille à la prochaine mise à jour du POI, notamment pour y intégrer les nouveaux scénarii de l'EDD et la mise à jour du plan ETARE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 2 mois, l'exploitant met à jour le POI du site afin d'y faire figurer les dispositions concernant les premiers prélèvements environnementaux (voir Points de contrôle 4, 5 et 6) ainsi que les fiches réflexes mentionnées en p.51 du POI complétées des scénarii nouvellement détaillés dans l'EDD de novembre 2024 (voir Point de contrôle 7) et les différentes remarques présentes dans ce rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

SSH :

Code de l'environnement

- R. 515-100

« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »

SSB :

Arrêté du 26/05/2014

- Art. 5

« Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »

Constats :

En séance, l'exploitant consulte sa base ENNOV DOC pour présenter les derniers exercices POI réalisés sur le site de Bon Rencontre. L'inspection constate la réalisation d'exercices POI les 6/04/2022 et 28/11/2024. L'exploitant précise qu'un exercice PPI (incluant déclenchement POI) a été réalisé en 2023, et que le prochain exercice POI aura lieu le 28/11/2025 (lendemain de l'inspection).

Pour chaque exercice, un compte rendu est rédigé, comprenant le déroulé de l'exercice (avec chrono), les points forts relevés ainsi que les axes d'amélioration identifiés.

Post inspection, l'exploitant fournit à l'inspection le compte rendu de l'exercice PPI daté du 09/05/2023. En séance, l'inspection consulte le détail du compte rendu du 28/11/2024 « scenario incendie stockage solvant S5 + formation de nouveau personnel d'intervention ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

Le POI du site, dans sa révision v13 de février 2023 indique au paragraphe §7.2 qu'en cas d'accident, le prélèvement des substances listées dans le document EHS/F/011 doit être envisagé.

L'inspection consulte le document EHS/F/011 'Liste des substances pouvant générer des effets toxiques irréversibles ou des inconvénients fortes' et constate que ce document contient une liste de 24 substances. Par sondage, l'inspection constate que la substance CO, habituellement recherchée en cas d'incendie, n'apparaît pas.

Par ailleurs, les milieux associés aux substances ne sont pas clairement indiqués.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 2 mois, l'exploitant complète son POI avec la liste des substances pour y inclure les produits de décomposition en cas d'incendie important, produits qu'il aura identifiés selon les guides professionnels approuvés par le ministère (cf PC n°6). Cette liste sera accompagnée des différents milieux dans lesquels les substances seront recherchées, et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

Le POI du site, dans sa révision v13 de février 2023 indique p.101 dans le paragraphe §6 Logigramme que lors d'un incident chimique, les prélèvements atmosphériques sont réalisés par la société IRH.

Dans le paragraphe §7.2 Conduite à tenir en cas d'accident, le POI indique que pour les substances listées dans le document EHS/F/011, « les mesures seront réalisées soit avec le photo ionisateur RAE si la substance le permet, soit avec des tubes DRAGER si la substance ne peut pas être mesurée avec le RAE. » conformément à ce qui est indiqué dans le document EHS/F/011.

L'inspection constate que ces éléments sont incomplets dans la mesure où il manque la stratégie à mettre en œuvre pour les produits de décomposition en cas d'incendie (voir PC n° 3).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 2 mois, l'exploitant formalise une stratégie de prélèvement (détaillant le personnel, les équipements et protocole de prélèvement associés par substance et milieux) afin de réaliser les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site.

Le POI du site est mis à jour en conséquence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

Dans le POI révision v13 de Février 2023, l'exploitant indique que des prélèvements atmosphériques pourront être réalisés par la société IRH dans un délai de 24 à 48h. Le POI fait également référence à une offre technique et financière d'IRH datée de 2019 'Mesure de polluants en limite de propriété'.

En séance, l'inspection consulte une proposition faite par anteagroup (IRH) le 20/11/2025 afin de réaliser des prélèvements atmosphériques en limite de propriété sur le site de Bon Rencontre.

Par sondage, l'inspection constate que certaines substances susceptibles d'être émises en cas d'incendie n'apparaissent pas dans la proposition.

Par ailleurs, les délais de mise en œuvre des prélèvements -24h pour une commande avant midi-

ne sont pas compatibles avec les délais attendus en situation accidentelle (2 à 3 heures).

L'exploitant précise que certains prélèvements peuvent être réalisés par le personnel du site.

Les collaborateurs du service HSE, les chefs d'équipe d'intervention, et le personnel de la salle blanche (10 personnes) savent manipuler la pompe accuro et les tubes DRAGER associés. Le personnel HSE et d'intervention sait également mettre en œuvre les détecteurs multigaz, le détecteur photo-ionisant.

L'exploitant précise que le site fonctionne en 2x12, ainsi, à tout moment, du personnel sachant réaliser les prélèvements est présent sur le site, et ce personnel peut être mobilisé par le chef de l'équipe d'intervention.

Enfin, l'exploitant indique que le personnel d'intervention est formé à la réalisation de prélèvement, au même titre que chaque étape d'intervention en cas de sinistre, lors des formations générales de sécurité. Post inspection, l'exploitant fait parvenir à l'inspection le registre de prise de connaissance de l'instruction technique L1/IT/003 v21 'Salle blanche Bon Encontre : Nettoyage et désinfection', Cette procédure n'aborde pas le sujet des prélèvements atmosphériques.

Sur le terrain, l'inspection constate la présence de la pompe accuro (de salle blanche) valide jusqu'en novembre 2026, ainsi que la livraison d'une deuxième pompe accuro. Dans le bureau du technicien HSE, sont également stockés des détecteurs DRAGER multigaz (CH₄, H₂S, CO), un détecteur brome et un détecteur phosgène, tous valides jusqu'en 2026.

Des tubes de réactifs DRAGER sont également en place, ceux pour le SO₂, acide sulfurique, Hcl valides jusqu'en 2026, ceux pour le chlore étant périmés et en commande.

L'inspection constate également la présence d'un détecteur multi photo-ionisateur utilisé pour mesurer l'exposition du personnel, et qui permet la détection d'un grand nombre de substances.

Enfin, à l'autre bout du site, en salle PC n°2, l'inspection constate la présence de 6 balises DRAGER (validité mai 2026) qui permettent, en leur adjoignant un détecteur DRAGER, d'aspirer l'air ambiant et faire une mesure en continu pour une substance donnée, tout en déclenchant une alarme sonore et visuelle dans le cas où le seuil fixé serait dépassé. L'exploitant indique que ces balises peuvent être mobilisées pour surveiller certains composés atmosphériques en cas de situation accidentelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 2 mois, l'exploitant complète sa stratégie de prélèvement en précisant les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre les équipements de prélèvement et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

Il détaillera quels prélèvements et analyses seront réalisés, en situation accidentelle, par le personnel du site, et quelles missions seront éventuellement confiées à un organisme habilité. Dans le cas où un organisme habilité serait choisi, l'exploitant fournira à l'inspection dans un délai de 2 mois copie du contrat passé avec cet organisme. Dans le cas où le personnel du site serait amené à réaliser les prélèvements, l'exploitant fournira à l'inspection dans un délai de 2 mois les attestations de suivi de formation par le personnel cible pour la manipulation du matériel de prélèvement.

Le POI du site est mis à jour en conséquence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans l'EDD datée du 29 novembre 2024 transmise à l'inspection, le paragraphe 7.1.1 qui recense les produits de l'installation indique, pour chaque produit, les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie qui y sont associés. Cependant, l'identification de ces produits de décomposition ne s'appuie sur aucun guide professionnel reconnu ou aucune méthode référencée.</p> <p>L'ordre de grandeur des quantités émises en fonction des scénarii d'incendie associés, et une éventuelle hiérarchisation de ces émissions, ne figurent pas dans cette EDD.</p> <p>En séance, l'exploitant présente un tableau excel de type inventaire qui, pour chaque zone de stockage de l'établissement, permet de lister les produits stockés et les quantités associées. A côté de chaque produit, sa formule chimique est indiquée, ainsi que certains des produits de décomposition en cas incendie.</p> <p>L'inspection constate que ce tableau ébauche une identification des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, sans toutefois répondre à la demande de hiérarchisation en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 2 mois, l'exploitant identifie les produits de décomposition à partir des guides professionnels reconnus ou autre méthode référencée, et fait parvenir cette liste à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Stratégie d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
Constats : Dans le POI révision v13 de Février 2023, il est fait mention de fiches réflexes (expliquant, 'pour différents types d'accidents, les actions à mener pour gérer l'incident (intervention technique, protection, alerte,...)'). Il est précisé que ces fiches réflexes sont consultables informatiquement dans Ennov Doc. L'annexe V de l'AM du 26/05/2014 indique que ces informations doivent figurer dans le POI du site, l'inspection indique qu'elle ne dispose pas de ces fiches réflexes. Par ailleurs, la mise à jour 2024 de l'EDD de l'établissement intègre des nouveaux scénarii accidentels, qui ne sont pas listés dans les fiches réflexes mentionnées ci-dessus. L'exploitant indique que les fiches scénarii sont dans le plan ETARE du site, et présente à l'inspection ces fiches stockées informatiquement. L'inspection constate que tous les scénarii POI et PPI y sont inscrits, hormis ceux nouvellement détaillés dans l'EDD de novembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 2 mois, l'exploitant met à jour le POI du site afin d'y faire figurer les fiches réflexes mentionnées en p.51 du POI. L'exploitant complètera également ces fiches afin d'y faire figurer les scénarii nouvellement détaillés dans l'EDD de novembre 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par

rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

L'inspection demande au directeur du site, de sortir l'état des stocks du site du jour.

A partir du logiciel SAP, le directeur édite, par division et par magasin (zones du site), la liste des produits actuellement stockés sur le site, et leur quantité.

Le directeur indique qu'il suffit de faire une extraction dans excel pour pouvoir trier et affiner l'état des stocks.

Puis l'exploitant édite un état des stocks comprenant les phrases de risques des produits et leur contribution SEVESO.

L'exploitant indique qu'il existe une fiche EHS permettant de détailler la procédure d'édition des stocks : 'EHS/PO/025 Gestion et édition des stocks'.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 2 mois, l'exploitant met à jour le POI afin d'y faire figurer la référence à l'état des matières stockées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois